

Direction départementale  
des territoires

**PRÉFET DU VAL-D'OISE**

**Service agriculture, forêt  
et environnement (SAFE)**

Bureau de  
l'environnement et des  
installations classées

**INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté N°9058 imposant des prescriptions techniques  
complémentaires à la**

**Société SCAPNOR  
à BRUYERES-SUR-OISE**

**Le Préfet du Val d'Oise,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

- VU le code de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510 ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 1996 autorisant la Société SCAPNOR à exploiter un entrepôt de stockage de produits combustibles sur le territoire de la commune de BRUYERES-SUR-OISE – ZAE du Bac des Aubins ;
- VU l'arrêté préfectoral du 23 avril 2008 prenant acte des modifications apportées par la Société SCAPNOR à ses installations et imposant à l'exploitant de déposer une nouvelle étude de dangers pour son site de BRUYERES-SUR-OISE ;
- VU l'étude de dangers transmise par la Société SCAPNOR le 18 juillet 2008 au service de l'inspection des installations classées, dans laquelle d'une part, était étudiée la conformité de son établissement par rapport aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 juillet 1996 et de l'arrêté ministériel du 5 août 2002 susvisés et, d'autre part, proposé un échéancier des travaux à effectuer afin de mettre son installation en conformité ;
- VU le courrier électronique du 27 avril 2010 par laquelle la Société SCAPNOR a transmis à Monsieur le Préfet du Val d'Oise une version actualisée de l'étude de dangers ;
- VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 25 juin 2010 ;
- VU l'avis favorable formulé par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques au cours de sa séance du 8 juillet 2010 ;

- VU la lettre préfectorale, notifiée le 12 août 2010, adressant le projet d'arrêté préfectoral et les prescriptions techniques complémentaires à la société SCAPNOR et lui accordant un délai de quinze jours pour formuler ses observations;
- **CONSIDERANT** que le délai accordé à l'exploitant s'est écoulé sans aucune observation de sa part;
- **CONSIDERANT** qu'une erreur s'est glissée dans le tableau de classement de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2008 concernant la puissance de deux installations de réfrigération et qu'il convient de lire à la deuxième rubrique 2920 : 2 x 30 kW et non 2 x 130 kW ;
- **CONSIDERANT** qu'il convient par conséquent d'actualiser le tableau de classement des installations exploitées par la Société SCAPNOR à BRUYERES-SUR-OISE ;
- **CONSIDERANT** que compte tenu des mesures de maîtrise des risques présentées par la Société SCAPNOR dans son étude de dangers et les mesures compensatoires prévues, les nouveaux risques liés à la diversification des produits entreposés (matières combustibles, liquides inflammables, gaz inflammables liquéfiés, alcool de bouche, etc....) apparaissent acceptables ;
- **CONSIDERANT** qu'en ce qui concerne le stockage de bouteilles d'eau dans le bâtiment 11, la Société SCAPNOR devra s'assurer que les bouteilles sont pleines et que le hangar dispose d'un système de détection et de moyens d'extinction suffisants (extincteurs) ;
- **CONSIDERANT** que les modifications apportées par la Société SCAPNOR répondent aux dispositions constructives, notamment sur les distances d'éloignement fixées par l'article 4 de l'arrêté ministériel du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510 ;
- **CONSIDERANT** que ces modifications sont de nature à nécessiter un renforcement des prescriptions techniques permettant de prendre acte des mesures de maîtrise des risques annoncées par l'exploitant dans son étude de dangers et visant à améliorer la sécurité de l'installation compte tenu des modifications apportées.
- **CONSIDERANT** que ces mesures portent notamment sur :
  - la présence d'hydrants et de réserves d'eau permettant de fournir un débit et un volume d'eau suffisant pour maîtriser un incendie,
  - la présence de capacités de confinement suffisantes permettant de collecter les eaux d'extinction d'incendie,
  - la présence de dispositifs de débourbeurs et de déshuileur permettant de traiter l'ensemble des eaux pluviales du site,
  - la présence de vannes de sectionnement permettant d'isoler le site en cas d'incident,
  - la mise en place de mur coupe-feu nécessaires afin de limiter les effets dominos et les effets en dehors des limites de propriété.
- **CONSIDERANT** qu'il convient également de mettre à jour les dispositions de l'arrêté du 29 juillet 1996 susvisé en intégrant dans les prescriptions techniques les prescriptions types relevant de la réglementation sur l'eau, l'air, le bruit et les déchets.
- **SUR** la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Val d'Oise ;

## **A R R E T E**

**Article 1er** – Le classement actualisé des installations exploitées par la Société SCAPNOR sur le territoire de la commune de BRUYERES-SUR-OISE – ZAE du Bac des Aubins, est le suivant :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Régime <sub>1</sub>
1510.1	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à	Quantité maximale : 15 259 t	A

	500 t dans des). Le volume de l'entrepôt étant supérieur à 300 000 m <sup>3</sup>	Volume total = 619 060 m <sup>3</sup>	
2920.2.b	<b>Réfrigération ou compression</b> (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 <sup>5</sup> Pa, comprimant ou utilisant des fluides non inflammables ou non toxiques. La puissance absorbée étant supérieure à 50 kW mais inférieure à 500 kW	- un groupe dans la cellule 3 (90 kW) - deux groupes dans la cellule 4 (40,9 kW et 60 kW) - 4 groupes dans la cellule 5 (2x30 kW, 58,5 kW et 20 kW)  Puissance totale : 329,4 kW	D
2925	<b>Accumulateurs</b> (ateliers de charge d'). La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.	Puissance maximale : 400 kW	D
1111.1.c	<b>Très toxiques</b> (emploi ou stockage de substances et préparations) : 1. <b>Substances et préparations solides</b> : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : c) Supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 1 t	Quantité totale : 750 kg	D
1111.2.c	<b>Très toxiques</b> (emploi ou stockage de substances et préparations) : 2. <b>Substances et préparations liquides</b> : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : c) Supérieure ou égale à 50 kg, mais inférieure à 250 kg	Quantité totale : 205 kg	D
1432.2.b	<b>Liquides inflammables</b> (stockage en réservoirs manufacturés de) 2. <b>Stockage de liquides inflammables</b> visés à la rubrique 1430 : b) Représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m <sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 100 m <sup>3</sup>	2 cuves de Gasoil double paroi enterrées de 50 m <sup>3</sup> 2 cuves de fuel domestiques double paroi enterrées de 30 m <sup>3</sup> Capacité équivalente totale : 28,58 m <sup>3</sup>	D
2255.3	<b>Alcools de bouche</b> d'origine agricole, eaux-de-vie et liqueurs (stockage des) Lorsque la quantité stockée de produits dont le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40 %, susceptible d'être présente est : 3. Supérieure ou égale à 50 m <sup>3</sup> mais inférieure à 500 m <sup>3</sup>	Quantité totale : 240 m <sup>3</sup>	D
1131.1	<b>Toxiques</b> (emploi ou stockage de substances et préparations): 1. <b>Substances et préparations solides</b> ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 5 t	Quantité totale : 1 800 kg	NC
1131.2	<b>Toxiques</b> (emploi ou stockage de substances et préparations): 2. <b>Substances et préparations liquides</b> ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 1 t	Quantité totale : 650 kg	NC
1412.2	<b>Gaz inflammables liquéfiés</b> (stockage en réservoirs manufacturés),: 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 6 t	Quantité totale : 2180 kg	NC
1434.1	<b>Liquides inflammables</b> (Installation de remplissage ou de distribution) 1. <b>Installations de remplissage</b> de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant inférieur à 1 m <sup>3</sup> /h	1 pompe de distribution de gasoil de 3,6 m <sup>3</sup> /h  débit maximum : 0,72 m <sup>3</sup> /h	NC
1530	<b>Dépôt de bois, papier, carton</b> ou matériaux combustibles analogues La quantité stockée étant inférieure à 1 000 m <sup>3</sup>	Stockage de palettes de bois Quantité maximale : 200 m <sup>3</sup>	NC
2910	<b>Installation de combustion</b> , la puissance thermique maximale de l'installation est inférieure à 2 MW	3 chaudières à gaz Puissance maximale : 1682 kW	NC

Stockage de 6,5 tonnes de produits corrosifs et irritants, non classables.

<sup>1</sup> : A autorisation, D déclaration, NC non classée

**Article 2** - Les prescriptions techniques complémentaires annexées au présent arrêté sont imposées à la Société SCAPNOR pour l'entrepôt de stockage qu'elle exploite sur le territoire de la commune de BRUYERES-SUR-OISE – ZAE du Bac des Aubins, conformément à l'article R 512-31 du code de l'environnement.

Elles annulent et remplacent les prescriptions techniques imposées par les arrêtés préfectoraux des 29 juillet 1996 et 23 avril 2008.

**Article 3** – En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues par les articles L 514-1 et suivants du code de l'environnement.

**Article 4** - Conformément aux dispositions de l'article R 512-39 du code de l'environnement :

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de BRUYERES-SUR-OISE pendant une durée d'un mois. Une copie de cet arrêté sera également déposée aux archives de cette mairie pour être maintenue à la disposition du public. Le maire établira un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la Préfecture.

Un avis relatif à cet arrêté sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'industriel dans deux journaux d'annonces légales du département.

Un extrait de l'arrêté sera publié sur le site internet de la Préfecture pour une durée d'un mois.

Un extrait de l'arrêté sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

**Article 5** : Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise : 2/4 boulevard de l'Hautil - B.P. 322 - 95027 Cergy-Pontoise cedex.

1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte leur a été notifié.

2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

**Article 6** : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Val d'Oise, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires, Monsieur le Directeur Régional et Interdépartemental de de l'Environnement et de l'Energie d'Ile de France et Monsieur le Maire de BRUYERES-SUR-OISE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy-Pontoise, le **13 SEP. 2010**

Pour le directeur départemental des territoires  
Le Chef de Service de l'Agriculture, de la Forêt  
et de l'Environnement  
Animateur M.I.S.E.

  
Alain CLEMENT